



---

# Mettre fin aux inégalités dans le traitement des réfugiés réinstallés, particulièrement en provenance d'Afrique

---

*Ceci est un document thématique parmi cinq présentant les enjeux prioritaires en matière de plaidoyer identifiées par le [Projet de lutte contre le racisme](#) du CCR. L'identification des priorités a été nourrie par les organismes membres et par des consultations avec des personnes ayant des expériences vécues, en particulier celles de descendance africaine.*

## Résumé de l'enjeu

Chaque année, des dizaines de milliers de réfugiés se voient offrir la protection et un logement permanent au Canada grâce à la réinstallation au pays. Souvent, ils ont attendu des années avant que leur demande soit traitée au Canada. Les délais d'attente varient considérablement selon les régions du monde. Les délais de traitement des demandes en provenance d'Afrique subsaharienne sont systématiquement parmi les plus longs, ce qui témoigne des obstacles créés par le racisme systémique.

## Retards et obstacles pour les réfugiés réinstallés

Les inégalités dans le traitement des réfugiés réinstallés affectent plusieurs catégories d'immigrants:

- Réfugiés pris en charge par le gouvernement : réfugiés recommandés au Canada par le HCR en raison d'un besoin particulier de réinstallation s'expliquant par certaines vulnérabilités.
- Réfugiés parrainés par le secteur privé (parrainage collectif) : réfugiés parrainés par des organismes ou des groupes d'individus au Canada s'engageant à les soutenir financièrement et moralement pendant un an après leur arrivée.
- Demandes dans le cadre du délai prescrit d'un an : membres de la famille immédiate des réfugiés réinstallés qui ne se trouvaient pas au même endroit et qui doivent être réunis avec leur conjoint ou leur parent au Canada.

Plusieurs facteurs rendent les processus particulièrement longs et difficiles en Afrique :

- Les bureaux des visas en Afrique sont peu nombreux par rapport à la population et souffrent d'un manque chronique de ressources.
- Les demandes « délai prescrits d'un an » en Afrique sont plus susceptibles de se heurter à des obstacles tels que l'obligation de réaliser des tests ADN ou de se rendre dans un autre pays pour certaines étapes de traitement.
- Lorsque les ressources canadiennes en matière d'immigration sont redirigées vers une intervention d'urgence dans une autre région du monde, les demandes en provenance d'Afrique sont encore plus retardées.

## Documenter les retards en Afrique - un manque de transparence

Le CCR s'inquiète depuis longtemps de la lenteur particulière du Canada à traiter les demandes de réfugiés en provenance d'Afrique, comme l'illustre son rapport de 2009, **Nairobi: protection retardée, protection refusée**, qui met en évidence les délais de traitement extraordinairement longs au bureau des visas de Nairobi. Le CCR a continué de surveiller les inégalités dans les délais de traitement, mais en 2016, le gouvernement canadien a cessé de publier les délais de traitement par bureau des visas ou par région. Par conséquent, il est devenu difficile d'analyser les inégalités dans le traitement.

Le vérificateur général du Canada a **récemment constaté que** « les retards étaient plus importants et les délais de traitement plus longs pour les demandeurs d'asile en Afrique subsaharienne parce que ces bureaux manquaient souvent de ressources ».

### Inadéquation entre charge de travail et ressources

- Le bureau des visas de Nairobi comptait environ la moitié du personnel mais presque le double de la charge de travail d'Ankara.
- Dar es Salaam comptait un nombre similaire de personnel mais une charge de travail cinq fois supérieure à celle de Rome.

Rapport de l'auditeur général, 2023

## Impacts du traitement lent

- Les longs délais obligent les gens à attendre des années dans des situations précaires, sans sécurité ni possibilité de poursuivre normalement leur vie. Lorsqu'ils sont enfin réinstallés au Canada, il leur est alors beaucoup plus difficile de s'intégrer en raison des longues années d'incertitude, souvent sans accès à l'éducation, à des soins de santé adéquats ou à de la nourriture.
- Les retards de traitement s'auto-alimentent : pendant que les demandeurs attendent, les examens médicaux expirent et doivent être refaits, des bébés naissent, ce qui nécessite davantage de paperasse, des personnes sont obligées de déménager dans un autre pays (par exemple, après le déclenchement de la guerre civile au Soudan).

- Exemple d'impact sur les individus : En 2022, une mère réinstallée au Canada en tant que réfugiée pris en charge par le gouvernement a demandé à être réunie avec ses six enfants, tous mineurs, toujours en Somalie. Deux ans plus tard, le traitement du dossier n'en est qu'à ses débuts. Des tests ADN ont été demandés pour l'un des enfants, et pourraient bien l'être plus tard pour les autres enfants : cela implique des dépenses énormes pour la mère et des retards supplémentaires.

## **Recommandations**

- Assurer des délais de traitement équitables pour les réfugiés réinstallés dans toutes les régions, et en particulier mettre fin aux délais de traitement systématiquement lents en provenance d'Afrique, grâce à des engagements politiques clairs, des normes de service et des ressources adéquates.
- Publier les délais de traitement par région et par catégorie d'immigration à des fins de transparence et de responsabilité.

**Cette ressource a été produite avec le soutien financier de la Fondation canadienne des relations raciales**



**Canadian  
Race Relations  
Foundation**

**Fondation  
canadienne des  
relations raciales**